



Rwanda

SCORE DE L'ÉVALUATION DE LA POLITIQUE

Dans quelle mesure les politiques nationales du Rwanda axées sur l'engagement des hommes et des garçons sont-elles transformatrices en matière de genre ?



MenEngage Alliance

working with men and boys for gender equality

fJ FemJust
Feminist Solutions towards Global Justice

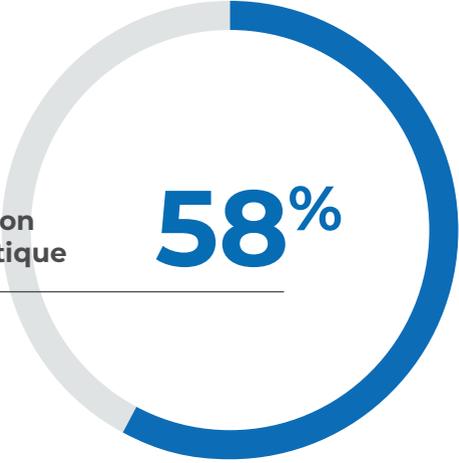
Un examen de la **politique nationale** du Rwanda :

Politique nationale de lutte contre la violence sexiste, 2011

Score de l'évaluation de la politique:

L'intégration d'actions politiques qui remettent en cause les normes de genre préjudiciables par le biais de l'éducation sexuelle, mais aussi la violence basée sur le genre dans les sphères publique et privée, accompagnée du Plan stratégique national de lutte contre la violence sexiste 2011-2016, constituent un cadre solide pour lutter contre la violence basée sur le genre. Bien que encourageante, qu'encourageante, cette politique ignore malheureusement certains périmètres importants de la violence basée sur le genre. De plus, bien qu'elle appelle une série de parties prenantes à soutenir les efforts de mise en œuvre, les informateurs clés indiquent que si la collaboration existe, elle n'est pas définie. Ces aspects se reflètent dans le score global de 58% de l'évaluation de la politique.

**Score de
L'évaluation
de la politique**



58%

A donut chart with a blue segment representing 58% of the total. The rest of the chart is light gray.

Ce document fait partie d'une série d'examen des politiques menés par FemJust et l'Alliance MenEngage.

Pour en savoir plus sur la méthodologie utilisée pour examiner cette politique et la manière dont vous pouvez l'utiliser pour tenir pour responsables les décideurs et les institutions chargées de la mise en œuvre des politiques, du niveau national au niveau mondial, veuillez consultez le site menengage.org/advocacy.

La politique a été évaluée de manière indépendante, à travers un cadre méthodologique d'évaluation ayant pris en compte une série de critères spécifiques. Des données qualitatives et quantitatives ont été collectées à partir d'entretiens, d'examen de documents et de réponses à des enquêtes.

Les personnes interrogées lors des entretiens comprennent des s activistes féministes, LGBTQI et activistes de la jeunesse, ainsi que des représentant.e.s du gouvernement et des Nations unies et des chercheurs.euses. Pour en savoir plus sur la méthodologie et les résultats détaillés pour le Rwanda et les autres pays évalués, consultez le site menengage.org/advocacy.

www.menengage.org

CE DOCUMENT
EST UNE
ÉVALUATION DE
LA POLITIQUE:

**Politique nationale de lutte
contre la violence sexiste, 2011**

LES DATES DE LA
POLITIQUE:

2011-2016

CADRE:

**Politique nationale du
Rwanda**

POLITIQUE
ÉLABORÉE PAR:

**Plan stratégique national de
lutte contre la violence sexiste
2011-2016 qui complète la
politique.**

Quels aspects de la politique ces outils méthodologiques vous aident-ils à analyser ?

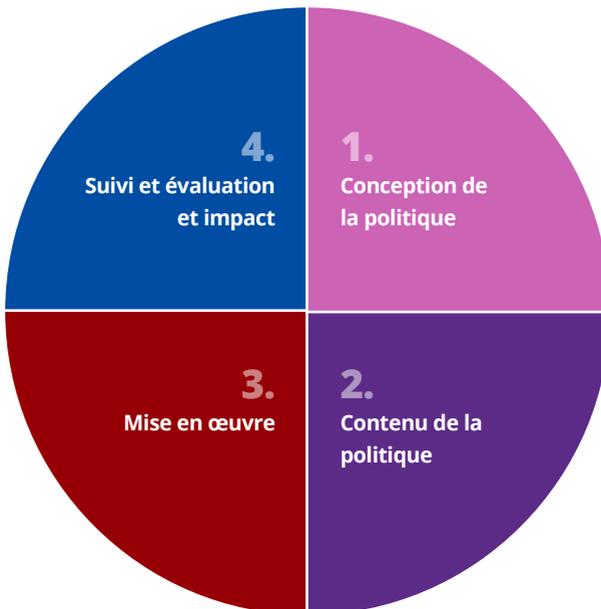
La politique sera analysée en fonction de son alignement sur les cadres suivants, pris en compte pour toutes les phases du processus politique :

1.
Analyse féministe
intersectionnelle

2.
Approche basée sur
les droits humains

3.
Modèle socio-
écologique

L'approche de la politique en matière d'engagement des hommes et des garçons par le biais d'un processus féministe de la politique est évaluée en fonction de quatre axes :



Quels sont les critères d'une politique transformatrice en matière de genre ?

Une politique transformatrice en matière de genre vise à : démanteler les normes sociales et de genre nuisibles et oppressives, à créer de nouvelles normes positives pour toutes les identités et expressions de genre et à redistribuer les formes de pouvoir et de privilèges liées au genre et aux autres formes intersectionnelles de pouvoir et des privilèges. Elle met également en pratique les principes des droits humains de participation, d'autonomisation, de redevabilité et de transparence et met l'accent sur les personnes les plus touchées et les plus marginalisées, entre autres.

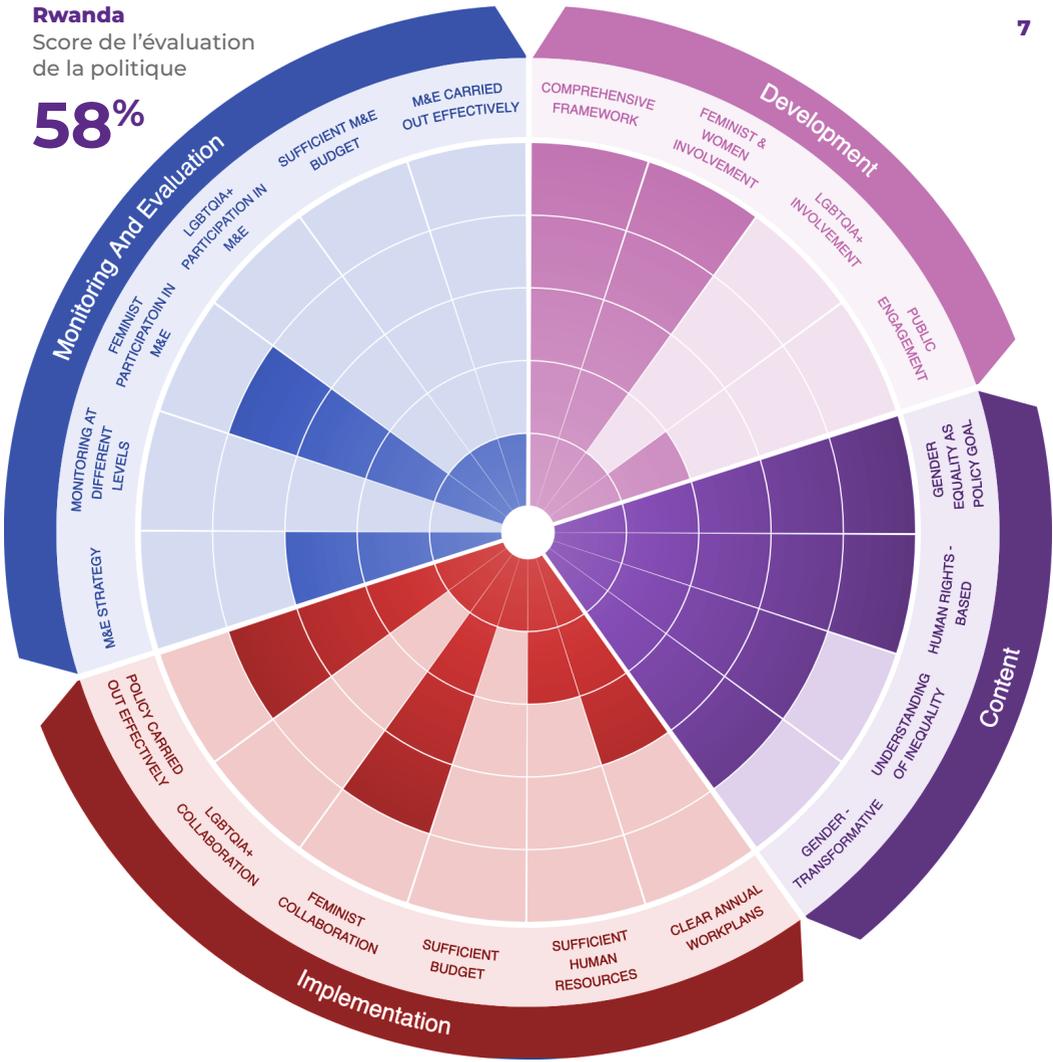
Elle conceptualise et analyse de manière appropriée le problème sur lequel elle se concentre – par exemple, l'inégalité entre les genres ou la violence basée sur le genre et les effets néfastes sur la santé sexuelle et reproductive. Cette conceptualisation implique l'identification des déséquilibres de pouvoir créés par les normes et les stéréotypes de genre et les modalités dont ceux-ci s'entrecroisent avec d'autres formes d'oppression. Elle ne perpétue pas les normes et stéréotypes de genre existants dans son cadrage, ses hypothèses ou ses stratégies.

Elle reconnaît le leadership des mouvements féministes et queer et les implique de manière significative à toutes les étapes du processus de la politique, de la conception jusqu'à la mise en œuvre et l'évaluation. De manière fondamentale, une politique transformatrice en matière de genre est redevable envers toutes les personnes qui ont été historiquement opprimées par les normes patriarcales, la discrimination et la violence, y compris les filles, les femmes, les personnes transgenres, non-binaires et queer.



Lorsqu'une politique transformatrice en matière de genre implique les hommes et les garçons, elle vise une société, des institutions sociales et politiques et un cadre politique plus justes en matière de genre. Des stratégies spécifiques convoquent ces aspects et permettent la reconnaissance et le démantèlement des rapports de pouvoir et des privilèges patriarcaux par le biais d'une approche féministe intersectionnelle. Les stratégies visant l'engagement des hommes et des garçons ne fonctionnent pas de manière autonome, mais font partie d'un cadre stratégique compréhensif visant à parvenir au changement et à l'égalité de genre.





Ce graphique montre la force de la politique en termes de conception théorique et de pratiques féministes intersectionnelles, à travers 20 critères de cotation. Les critères sont regroupés en quatre domaines, offrant un guide visuel rapide qui permet de déterminer si la politique a été élaborée de manière solide, ainsi que d'avoir un aperçu de la mise en œuvre et du suivi et de la force de son contenu. Les scores reflètent une évaluation approfondie des preuves et des entretiens, selon un cadre de cotation standardisé.

Pour en savoir plus, consultez le site www.menengage.org/advocacy.



Points forts

- ▲ Les organisations de défense des droits des femmes ont participé activement à l'élaboration de la politique, y compris pendant deux consultations, en tant qu'informateurs clés lors de la collecte de données et lors d'exercices de validation externes.
- ▲ Cette politique s'inscrit dans un cadre global d'égalité des genres, s'appuyant sur des accords internationaux et régionaux, et suit le chemin tracé par d'autres politiques nationales.
- ▲ L'inclusion de l'éducation sexuelle en tant que stratégie offre une occasion importante pour remettre en question les normes et les comportements néfastes qui sous-tendent l'inégalité entre les genres et la violence basée sur le genre.



Points faibles

- ▼ Les activistes et organisations LGBTQI ont été absents dans la conception et la mise en œuvre de la politique. Similairement, les travailleurs.euses du sexe, qui sont profondément touché.e.s par la violence basée sur le genre, ont été exclus du processus de la politique.
- ▼ Le manque de ressources nécessaires au développement des capacités et d'une expertise suffisantes des fonctionnaires, ainsi que les ressources limitées pour la mise en œuvre de la politique – en particulier au niveau des districts et des collectivités locales – minent les aspirations de la politique.



De l'idée que la VBG est avant tout un « problème de femmes » jusqu'à la conceptualisation actuelle des hommes en tant qu'alliés et bénéficiaires, le travail de sensibilisation des hommes a fini par définir le cadre de l'implication des hommes, tout comme la reconnaissance du fait que la VBG ne peut être éliminée efficacement si les hommes et les garçons ne sont pas associés à cet effort.

La politique souligne que la violence basée sur le genre « sert – de manière intentionnelle ou en tant qu'effet – à perpétuer le pouvoir et le contrôle des hommes ». Les masculinités néfastes sont clairement identifiées comme étant un facteur important et les rôles de genre ancrés sont considérés comme un obstacle majeur aux efforts de prévention.



« Je pense qu'elle est appropriée en ce qui concerne [notre] expérience. Nous avons été impliqué.e.s dans l'élaboration de la nouvelle politique de lutte contre la VBG par Migreprof cette année ; et toutes nos contributions ont été prises en considération. »

ACTIVISTE FÉMINISTE

Quel est le contexte d'émergence de la politique ?

Le gouvernement et de nombreuses OSC du Rwanda ont compris la nécessité d'impliquer les hommes et les garçons dans la promotion de l'égalité de genre et dans la lutte contre la VBG. Le discours national reflète une forte volonté politique d'impliquer les hommes et les garçons par le biais de politiques pertinentes et, de plus en plus, les hommes et les garçons sont considérés comme jouant un rôle important dans la lutte contre la VBG dans les communautés du pays.

De l'idée que la VBG est avant tout un « problème de femmes » jusqu'à la conceptualisation actuelle des hommes en tant qu'alliés et bénéficiaires, le travail de sensibilisation des hommes a fini par définir le cadre de l'implication des hommes, tout comme la reconnaissance du fait que la VBG ne peut être éliminée efficacement si les hommes et les garçons ne sont pas associés à cet effort. Cela a pris diverses formes dans le pays. Par exemple, des clubs de lutte contre la VBG qui encouragent le changement de mentalités ont vu le jour dans les écoles et les universités, tout comme des structures communautaires (comme Inshuti z'Umuryango/ bénévoles des Amis de la Famille ou Umugoroba w'ababyeyi/ Forum de la soirée des parents), qui réunissent des individus pour promouvoir la sensibilisation en matière de VBG et pour soutenir les efforts pour l'éradiquer. Le Centre de ressources pour les hommes au Rwanda, une OSC nationale entièrement consacrée à la promotion d'une masculinité positive, a également été créé et s'est imposée comme une voix importante dans la mobilisation des hommes et des garçons du pays.

L'inclusion des hommes et des garçons dans les travaux qui ont été menés principalement par les activistes féministes et des droits des femmes dans le pays ne s'est cependant pas faite sans heurts. Cette question soulève des tensions entre les organisations de défense des droits des femmes qui ont adopté l'implication des hommes et des garçons dans leurs propres

programmes et les groupes féministes qui se méfient d'un éventuel changement d'orientation. Le débat actuel entre les groupes de défense des droits des femmes et les activistes féministes ne se concentre pas sur la question de savoir si les hommes et les garçons doivent être impliqués, mais plutôt sur les modalités d'impliquer les hommes et les garçons, tout en évitant la dénaturation de la mission et en continuant à mettre l'accent sur les personnes ciblées par la VBG.



Comment s'est déroulé le processus de conception de la politique ?

La Politique nationale de lutte contre la violence sexiste de 2011 décrit un processus d'élaboration largement consultatif. Un comité technique, dirigé par le ministère du Genre et de la Promotion de la famille (MIGEPROF), a convoqué plusieurs ministères, dont le ministère de la Santé, le ministère de la Justice et le ministère des Collectivités locales, ainsi que d'autres parties prenantes gouvernementales comme les Forces rwandaises de défense, la Police nationale, la Commission nationale de lutte contre le VIH/sida, le Conseil national des femmes et le Bureau de surveillance de la problématique hommes-femmes dans le processus de conception de la politique. Des consultant.e.s ont eu comme mission de rédiger la politique et de faciliter la participation de la société civile lors de deux consultations importantes, qui ont eu lieu entre octobre-novembre 2010 et janvier-février 2011.

Les OSC locales, les organisations non gouvernementales internationales (ONGI), le secteur privé et les partenaires dans le domaine du développement ont également participé et contribué à l'élaboration de la politique nationale. Des groupes de femmes, dont Profemmes Twese Hamwe, une organisation qui représente 54 organisations de défense des droits des femmes travaillant dans différents domaines thématiques (comme la VBG, la confession, l'égalité des genres, etc.), et la Plateforme des OSC rwandaises – un acteur clé au niveau national grâce à sa large représentation – ont participé en tant qu'informateurs clés à la collecte des données et aux exercices de validation externe.

On peut toutefois s'interroger sur la diversité des organisations consultées. Bien que des activistes féministes aient participé, la participation des

organisations féministes est incertaine et il est peu probable qu'un groupe représentant les droits des personnes LGBTQI ou des personnes vivant avec handicap handicapées ait participé. Il y a également eu des lacunes dans la saisie de la contribution de certaines organisations axées sur le travail d'engagement des hommes et des garçons, ce qui indique, selon les informateurs clés, que le processus de consultation était davantage une formalité, plutôt qu'une tentative significative de recueillir des retours d'information substantiels.

Domaines politiques stratégiques :

- **DOMAINE STRATÉGIQUE 1A:**
Favoriser un environnement axé sur la prévention, où la VBG n'est pas tolérée dans la société.
- **DOMAINE STRATÉGIQUE 2B:**
Améliorer la responsabilisation et éliminer l'impunité de la VBG.





Comment les masculinités sont-elles abordées par le contenu de la politique ?

La politique nationale reconnaît que la VBG est multidimensionnelle, qu'elle est influencée par plusieurs facteurs et qu'elle touche tous les aspects de la vie des personnes. La politique souligne que la violence basée sur le genre « sert – de manière intentionnelle ou en tant qu'effet – à perpétuer le pouvoir et le contrôle des hommes ». Les masculinités néfastes sont clairement identifiées comme étant un facteur important et les rôles de genre ancrés sont considérés comme un obstacle majeur aux efforts de prévention. La politique affirme que les hommes et les garçons sont souvent exclus des débats sur la VBG, même s'ils sont également affectés, au lieu d'être considérés comme des partenaires dans la réponse à la VBG. À ce titre, chaque personne a un rôle à jouer dans la remise en question des attitudes sociales qui alimentent la VBG.

Cette politique s'aligne sur les autres politiques et stratégies nationales du pays, notamment la Politique nationale de genre (2009-2012), la Politique nationale de décentralisation, la Politique nationale de population, la Stratégie en matière de santé et de droits reproductifs, la Vision 2020, la stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté, l'actuel programme septennal du Gouvernement (2010-2017) et le Plan d'action national (2009-2012) pour la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies. La politique est en outre alignée sur les engagements internationaux comme les objectifs du Millénaire pour le développement.

La politique a établi trois grands domaines stratégiques et identifié des contraintes principales, ainsi que des propositions d'actions à mener. Deux domaines stratégiques sont pertinents pour le travail d'engagement des hommes et des garçons :





« **DOMAINE STRATÉGIQUE 1A:** Favoriser un environnement axé sur la prévention, où la VBG n'est pas tolérée dans la société.

Contrainte: Une faible compréhension du concept de genre, des idées traditionnelles sur les rôles de genre et des attitudes sociales négatives créent un environnement propice à la VBG.

Actions politiques :

- Promouvoir l'égalité des genres et la prévention de la VBG dans les établissements à caractère éducatif
- Renforcer la sensibilisation pour promouvoir la compréhension du genre, et des normes et attitudes sociales positives au sein de la communauté.
- Impliquer activement les hommes et les garçons dans la lutte contre la VBG.
- Sensibiliser les parents et les tuteurs et les impliquer activement afin de créer un environnement familial hostile à la VBG.
- Éduquer les individus, en particulier les jeunes, sur la santé reproductive, notamment sur la sexualité et les changements biologiques »



« **DOMAINE STRATÉGIQUE 2B:** Améliorer la responsabilisation et éliminer l'impunité de la VBG.

Contrainte: L'ignorance de la loi, la peur ou la honte de se manifester et l'anxiété générée par les conséquences négatives potentielles se répercutant sur la famille ont un impact sur le signalement des cas de VBG.

Actions politiques :

- Apporter un soutien aux communautés pour promouvoir la compréhension du genre et des normes et attitudes sociales positives.

Contrainte: Le système actuel de réponse aux auteurs de violences ne permet pas de s'attaquer aux causes sous-jacentes, ni de prévenir la récurrence.



Actions politiques :

- Élaborer des mesures novatrices pour que les auteurs de violences soient tenus pour responsables.
- Assurer des programmes de réhabilitation destinés aux auteurs de violence. »

Le Plan stratégique national de lutte contre la violence sexiste 2011-2016, qui complète la politique, développe davantage ces domaines stratégiques clés. Il prévoit notamment des campagnes éducatives sur les rôles de genre et la masculinité, la sensibilisation des chefs religieux et des leaders au niveau local au regard des valeurs positives de genre, le renforcement des capacités des organisations communautaires et des médias, ainsi que la création et le renforcement de forums de discussion « hommes et garçons » dans les écoles et les universités. Ces mesures, combinées à l'intégration d'actions politiques qui remettent en cause les normes de genre préjudiciables par le biais de l'éducation sexuelle, mais aussi la violence basée sur le genre dans les sphères publique et privée, constituent un cadre solide pour lutter contre la VBG. De plus, la politique se concentre sur un large éventail d'acteurs : les auteurs de VBG, les prestataires de services, les jeunes, les institutions gouvernementales, le secteur privé, les médias, le système judiciaire et les forces de l'ordre sont tous ciblés par les interventions politiques. Bien que prometteuse, la politique néglige malheureusement certains aspects importants de la VBG. Par exemple, elle n'aborde pas les discriminations basées sur le genre à l'intersection avec d'autres oppressions et ne cible pas non plus des populations spécifiques d'hommes qui risquent davantage d'être des auteurs de violences (par exemple, les hommes qui ont déjà connu la violence) ou les personnes victimes de violences en raison de leur identité sexuelle ou de genre.

Le gouvernement utilise la budgétisation sensible au genre en tant que question transversale et encourage les ministères à prendre en compte la dimension de genre dans l'ensemble des politiques, programmes, plans stratégiques et plans d'action sectoriels. D'un autre côté, la VBG n'est pas intégrée de manière globale, n'étant intégrée que dans les secteurs jugés pertinents, comme l'éducation ou la santé.

Il est difficile d'appréhender l'allocation budgétaire pour la VBG; cependant, les informateurs clés indiquent qu'elle est probablement largement insuffisante. L'un des principaux obstacles à la compréhension des niveaux de financement des interventions en matière de VBG réside dans la manière dont les fonds sont distribués : le ministère des Finances et de la Planification économique fournit aux différents secteurs un budget global et c'est au secteur respectif qu'il revient de déterminer le montant qui doit être alloué aux questions de genre comme la VBG (si celle-ci a été identifiée comme une question clé dans la stratégie du secteur). Par la suite, le budget sensible au genre du secteur décrit les questions clés à traiter, les interventions proposées et les budgets proposés. Cependant, lorsqu'elles sont divulguées, les dépenses réelles pour les activités liées au genre, telles que les activités portant sur la VBG, sont limitées. En ce sens, nous pouvons paraphraser un informateur clé: « Comment une politique peut-elle être transformatrice si les personnes très pauvres sur le terrain ne participent pas et si seules quelques OSC sélectionnées sont soutenues ? ». De manière générale, l'absence d'un budget spécifique pour l'engagement des hommes et des garçons suggère que tout financement qui est affecté dans ce domaine réduit la disponibilité globale du financement accordé pour le travail effectué par les organisations de défense des droits des femmes et de lutte contre la VBG.

Similairement, la VBG est une question qui relève du MIGEPROF, qui est lui-même sous-financé et qui reçoit une proportion du budget national bien inférieure à celle des autres secteurs comme l'agriculture, l'éducation ou les infrastructures ; cela a incité le ministère à mobiliser des ressources auprès de partenaires externes (par exemple ONU Femmes, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance – UNICEF ou Plan International) pour minimiser les déficits, mais cela reste insuffisant.





Dans quelle mesure la politique a été mise en œuvre?

L'architecture administrative du Rwanda et l'insuffisance des ressources pour le travail sur la VBG entravent les efforts de mise en œuvre de la politique. La chaîne de la mise en œuvre s'étend en ordre décroissant du niveau du MIGEPROF aux niveaux des provinces, des districts, de secteurs, des cellules et des villages, avec des défis qui peuvent surgir au sein de cette chaîne. Les planificateurs au niveau du district sont chargés de combiner et de profiler les priorités sectorielles établies au niveau de la province. Malheureusement, comme les districts ont leurs propres plans d'action, qui sont distincts des plans d'action au niveau des provinces, il arrive que les interventions relatives à la VBG ne soient pas intégrées dans les plans d'action des secteurs ou qu'elles reçoivent des fonds négligeables (par exemple, 1 000 dollars américains).

La politique fait appel à un certain nombre de parties prenantes pour soutenir les efforts de mise en œuvre, incluant les institutions gouvernementales au niveau national et local, le système judiciaire et les forces de l'ordre, la Commission Nationale des Droits de l'Homme, le Conseil national de la Jeunesse, l'Ombudsman, l'Institut National de la Statistique, les établissements d'enseignement, les OSC, les organisations communautaires et confessionnelles, les médias, le secteur privé, les ONGI et les partenaires du développement. Malgré cette liste solide de parties prenantes, les informateurs clés ont indiqué que même si les collaborations existent, elles ne sont pas définies. Par exemple, le ministère va probablement collaborer avec des ONGI (comme CARE International) si elles sont sollicitées, qui ont une certaine disponibilité de ressources, plutôt que de développer volontairement la portée du travail autour de la collaboration avec les OSC. De plus, le ministère ne collaborera généralement qu'avec des organisations enregistrées, ce qui exclut en grande partie les groupes travaillant sur les droits des personnes LGBTQI et les organisations de défense des droits des travailleurs.euses du sexe – des segments de la société profondément touchés par la VBG et qui sont toutefois entièrement invisibles dans la conception, le contenu ou la mise en œuvre de la politique.





La politique a-t-elle bénéficié d'un suivi et d'une évaluation ?

L'Observatoire National du Genre (Gender Monitoring Office, GMO) représente une partie essentielle de la machinerie du travail sur le genre au Rwanda et joue un rôle de premier plan dans les efforts de suivi et d'évaluation. Selon la politique, l'Observatoire « a la responsabilité d'effectuer l'évaluation de la conformité aux indicateurs de genre au niveau national, à titre permanent. Il a une responsabilité spécifique dans la lutte contre la VBG. Dans l'ensemble, il fait office de "chien de garde" pour tous les aspects du suivi de l'égalité des genres au niveau national. L'Observatoire sera chargé de concevoir des formats pour le signalement des cas de VBG et de définir les indicateurs à partir desquels les évaluations concernant la VBG doivent être élaborées. En outre, il traite, analyse et dissémine des données nationales pertinentes et fiables sur la VBG. »

À ce jour, l'Observatoire National du Genre cite parmi ses réalisations des évaluations pour le secteur public, le secteur privé et pour des OSC, portant sur la qualité des services fournis aux survivant.e.s, ainsi que l'évaluation des mécanismes existants pour la prévention et la réponse à la VBG (y compris l'évaluation des mécanismes de lutte contre la VBG dans les écoles et l'industrie hôtelière), le suivi des centres Isange One Stop Centers et les auditions sur la VBG au niveau communautaire.

Malheureusement, le manque de capacités au niveau des planificateurs et des responsables budgétaires, du niveau central au niveau local, empêche un suivi et une évaluation précis et rigoureux et, plus problématique encore, il semble que le suivi n'est mené qu'au niveau national. À plusieurs reprises, les informateurs clés ont cité comme défis le manque de ressources pour le renforcement des capacités ou la mise en œuvre au sein du ministère. Par conséquent, les outils de planification comme les outils de collecte de données, les cadres d'analyse et les indicateurs sont inadéquats et ne peuvent pas assurer un suivi significatif du changement, et donc de l'impact de la politique.



Les informateurs clés n'avaient pas non plus connaissance d'une évaluation significative de cette politique qui date de presque dix ans, même si elles et ils ont souligné que certaines questions de l'évaluation étaient incluses dans l'enquête démographique et de santé du pays. D'autres travaux importants ont été menés par des acteurs de la société civile, comme une étude de 2010 sur la masculinité et la VBG¹, mais il existe un besoin urgent d'améliorer les capacités et les ressources du gouvernement en matière de suivi et d'évaluation à tous les niveaux administratifs, afin de finalement aborder la VBG de manière efficiente.

1. Masculinity and Gender Based Violence in Rwanda: Experience and Perceptions of Men and Women. Henny Slegh, Augustin Kimonyo. Réseau MenEngage Rwanda, Centre de ressources pour les hommes au Rwanda, 2010.



Un examen plus approfondi des autres études de cas

Dans le cadre de cette initiative, nous avons évalué d'autres politiques nationales, notamment:

Costa Rica	Política nacional para la atención y la prevención de la violencia contra las mujeres de todas las edades Costa Rica 2017-2032 (Politique nationale sur l'élimination et la prévention de la violence à l'égard des femmes de tous âges 2017-2032).
République tchèque	Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes en République tchèque 2014-2020
Indonésie	Règlement gouvernemental n° 61/2014 sur la santé reproductive
Mexique	Estrategia Nacional para la Prevención del Embarazo en Adolescentes (Stratégie nationale pour la prévention de la grossesse chez les adolescentes)
Rwanda	Politique nationale de lutte contre la violence sexiste, 2011
Sri Lanka	Cadre politique et Plan d'action national pour la lutte contre les violences sexuelles et sexistes (VSS) au Sri Lanka (2016-2020)
Trinité-et-Tobago	Politique nationale sur le genre et le développement : livre vert, 2018
Turquie	Plan d'action national contre la violence à l'égard des femmes (2016-2020)

Thèmes transversaux dans les fiches d'évaluation

Certains thèmes clés se retrouvent dans toutes les fiches d'évaluation pays:

De manière presque systématique, les **inégalités basées sur le genre** ne sont pas entièrement comprises, particulièrement en ce qui concerne la manière dont les normes patriarcales conduisent au contrôle social de la sexualité, des comportements sexuels, du corps et des identités de genre et la manière dont cela entraîne l'oppression et la violence, non seulement à l'égard des femmes, mais aussi à l'égard des hommes queer et transgenres, des personnes intersexes et non binaires.

Un décalage entre les objectifs déclarés d'une politique et sa **mise en œuvre** sur le terrain, qui peut être faible, voire inexistante, peut souvent être observé. Il arrive même qu'une politique solide ait été adoptée, mais que le gouvernement mine activement l'égalité de genre et les droits des femmes et des personnes LGBTQI à travers ses actions.

Les **groupes et organisations LGBTQI** sont la plupart du temps absents des processus de conception, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques axées sur l'égalité de genre, la violence basée sur le genre et la santé sexuelle et reproductive.

Dans l'ensemble, les **ressources humaines et financières** sont insuffisantes pour une mise en œuvre efficace des politiques examinées. Bien souvent, les budgets nationaux ne disposent pas d'un système et/ou de la transparence nécessaires pour assurer le suivi des fonds alloués à la mise en œuvre des politiques spécifiques.

Presque toutes les politiques incluent des **stratégies transformatrices en matière de genre** visant à mobiliser les hommes et les garçons, un accent sur le changement des connaissances, des attitudes et du comportement des hommes et des garçons, une remise en question des normes sociales et des stéréotypes oppressifs, l'adoption par les institutions sociales des programmes et politiques transformateurs en matière de genre, ainsi que le renforcement du cadre juridique et politique en faveur de l'égalité de genre.

La plupart des politiques disposent de mécanismes de redevabilité adéquats, sous forme de **stratégies de suivi et d'évaluation** ; toutefois, le financement et les activités sont insuffisants. En outre, les indicateurs qui doivent permettre le suivi des progrès sont souvent quantitatifs et axés sur les réalisations ou les résultats, plutôt que sur les processus ou l'impact.

Vous souhaitez appliquer ce cadre méthodologique à une politique nationale, régionale ou mondiale?

Le paquet méthodologique est un outil visant à soutenir les efforts des membres de l'Alliance MenEngage et d'autres défenseur.e.s de la cause des femmes pour faire avancer les politiques et les programmes transformateurs en matière de genre.

Le paquet méthodologique, en tant que ressource d'accompagnement des études de cas et des fiches d'évaluation, peut être utilisé et adapté pour analyser d'autres politiques nationales, régionales ou mondiales.

Le processus et les ressources pour reproduire ces initiatives sont consultables sur le site web menengage.org/advocacy.

